
Histoire monétaire et financière du monde grec

Perspectives nouvelles sur l'économie des cités grecques

Conférences de l'année 2011-2012

Edward Harris



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/ashp/1459>

DOI: 10.4000/ashp.1459

ISSN: 1969-6310

Publisher

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

Printed version

Date of publication: 1 September 2013

Number of pages: 56-59

ISSN: 0766-0677

Electronic reference

Edward Harris, « Perspectives nouvelles sur l'économie des cités grecques », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [Online], 144 | 2013, Online since 22 October 2014, connection on 04 March 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1459> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1459>

Tous droits réservés : EPHE

PERSPECTIVES NOUVELLES SUR L'ÉCONOMIE DES CITÉS GRECQUES

Conférences de M. Edward HARRIS,
Durham University,
directeur d'étude invité

Ces quatre séminaires tirent parti des apports de la nouvelle économie institutionnelle (NIE), qui a montré que les marchés ne peuvent prospérer si la communauté ne crée pas les institutions nécessaires pour leur permettre de fonctionner.

I. Le rôle de l'état

Bien que les marchés déterminent des prix sans l'influence de l'État, ces marchés ne pouvaient pas exister sans que l'État ne procure au moyen de quelques institutions fondamentales une protection des droits des acteurs dudit marché. Et l'État ne doit pas dresser des obstacles sur la voie du développement économique. L'économie classique a tendance à considérer le rôle de l'État dans un sens négatif. Selon ce point de vue, les marchés feraient mieux leur travail si l'État ne tente pas d'interférer avec leurs fonctions. La nouvelle économie institutionnelle reconnaît que les marchés peuvent suivre leur propre voie de développement, mais qu'ils n'existent pas dans un vide social. L'État peut empêcher le développement des marchés, mais sans l'existence de l'État, les marchés ne peuvent pas se développer au-delà d'un certain point. Et ils ne peuvent pas se développer pour permettre une meilleure allocation des ressources et l'augmentation des niveaux de spécialisation du travail, qui est nécessaire pour les progrès de la technologie et de la productivité. Comme le constate l'économiste Eric Jones, « la croissance économique est possible seulement entre une "bande d'optimalité" où les marchés de commodités sont libérés et l'État n'est ni trop exigeant ni trop faible ». Des règlements sont nécessaires pour réduire les coûts de transaction et faire respecter les contrats. Une fois que nous avons vu que la polis grecque était un État et monopolisait la violence légitime, on peut étudier l'influence qu'exerçait l'existence de l'État sur l'économie. En plaçant tous les habitants, citoyens et étrangers, sur un pied d'égalité dans une perspective juridique, l'État a transformé les relations économiques de l'Attique : l'échange ne se basait plus sur le statut mais sur les relations contractuelles. Avant l'avènement de l'État, l'échange tendait à se produire principalement dans le cadre des relations sociales de la famille, des amis et des voisins ou dans le contexte de relations de dépendance comme client et patron.

On commence par établir qu'Athènes et les autres cités grecques avaient toutes les caractéristiques d'un État : elles avaient des frontières bien définies, faisaient la distinction entre citoyens et étrangers, distinguaient entre officiels en charge de l'intérêt public et simples citoyens, et garantissaient à leurs représentants un monopole de la force physique légitime. La suite du séminaire montre comment l'État a

libéré l'échange qui n'était plus contraint par les liens de dépendance ou par d'autres liens sociaux. Et cette libération a créé les marchés où les personnages d'Aristophane comme Trygée cherchent les marchandises dont ils ont besoin. Une étude du *Contre Dionysodore* et du *Contre Pantaenetos* de Démosthène révèle que ceux qui pratiquaient le commerce envisageaient leurs relations en termes contractuels, et non pas en terme de *philia* ou de relations de parenté. Ceci permettait aux résidents à Athènes d'étendre leurs relations économiques au-delà d'un cercle étroit et de créer des marchés où les prix étaient déterminés par les lois de l'offre et de la demande.

II. Les actes de ventes dans le monde grec et leur rôle dans l'économie

Dans son livre *The Other Path*, Hernando de Soto a souligné l'importance des droits de propriété et des registres de vente pour le développement des marchés et du crédit. Si les droits de propriété ne sont pas protégés pour la majorité des citoyens, ceux-ci ne peuvent profiter du potentiel économique de leurs biens. L'une des plus importantes protections que le système légal puisse fournir aux propriétaires est la documentation écrite qui les rend capables de prouver leur droits de propriété et de les faire respecter (valoir), à savoir les registres de propriété. Cette documentation permet aux propriétaires de transformer leurs biens en capital et de participer au marché.

Pour protéger les droits de propriété, les Grecs ont compris qu'il était important de maintenir des registres de ventes. Aristote a tenté de décrire les fonctionnalités normales des cités grecques de son temps (*Politiques*, 1321b18-23). Il dit que parmi les offices ordinaires d'une communauté, on trouve celle qui se charge de l'enregistrement des propriétés. Un passage bien connu de Théophraste montre que les cités grecques avaient différentes approches de la question de la diffusion et de l'enregistrement les ventes de terres. À Athènes, il y avait la pratique de signaler à l'avance par écrit la vente et l'acheteur devait payer une taxe de 1 % (*hekatoste*) comme une sorte de droit d'inscription. Les magistrats qui s'appelaient les *polètes* enregistraient les paiements qu'ils recevaient des acquéreurs. Normalement, on inscrivait le nom du vendeur, le nom de l'acquéreur et une description très courte de la propriété. On enregistrait aussi le nom du dème sans fournir d'autres détails sur la localisation de la propriété.

Athènes n'était pas la seule cité grecque qui avait de tels registres de ventes. À Ténos, les *astynomoi* maintenaient des registres de ventes et de dots; on assignait une date à chaque transaction et indiquait le nom de l'archonte et le mois. Ce registre inclut quelques transactions qui sont des hypothèques mais qu'on désigne du terme de vente. Les prix révèlent que ce n'était pas seulement les riches qui enregistraient leurs ventes de propriétés. Le prix le plus bas est de 60 drachmes (numéro 29); le prix le plus élevé est de 8 000 drachmes (numéro 40 – un véritable palais, me semble-t-il). La pierre nous présente quarante montants pour quarante-sept ventes. Dans un cas sur cinq, on trouve un prix inférieur à 300 drachmes, et une fois sur trois le prix est inférieur à 500 drachmes, tandis que le prix est inférieur à 1 000 drachmes dans la moitié des cas. Ce sont des prix que pouvaient payer des gens des classes moins aisées. Quelques ventes dans le registre de Ténos sont des hypothèques ou sont associés avec des emprunts. Pour ces transactions, le montant le plus élevé est de 5 000 drachmes (numéro 39), le montant le plus bas est de 100 drachmes (numéro 30).

Cette documentation confirme dans une large mesure l'idée de Hernando de Soto selon laquelle les registres de propriété donnent aux petits propriétaires l'accès au crédit, c'est-à-dire les rendent capables de contracter les emprunts sur leurs terrains.

III. *Le système de garanties et la structure du crédit*

Il y a soixante ans, en 1952, M. I. Finley a publié sa thèse doctorale qui s'intitulait *Studies in Land and Credit in Ancient Athens, 500-200 B.C.: The Horos Inscriptions*. Son étude se basait sur un recueil de cent quatre-vingt deux textes trouvés sur les *horoi*. L'analyse de Finley se basait sur deux présupposés très importants : le premier est que le marché jouait un rôle très restreint voire nul dans la vie contemporaine. Le deuxième est qu'il n'existait pas de registres de propriété dans le monde grec antique. De là, Finley est parvenu à cinq conclusions principales. Premièrement, il croyait que les Athéniens disposaient de trois formes de sûretés réelles. Deuxièmement, il prétendait qu'il n'existait pas de lois concernant les sûretés réelles, qu'il voyait comme une indication du niveau très bas du développement économique d'Athènes dans le quatrième siècle avant notre ère. Troisièmement, il supposait que la sûreté réelle (les biens saisissables garantissant l'emprunt) dans le droit athénien était « substitutive » et non « collatérale ». Quatrièmement, selon Finley les artisans et les petits propriétaires n'avaient pas accès au crédit hypothécaire. Cinquièmement, les Athéniens contractaient des emprunts à des fins de consommation, et non à des fins productives.

Comme nous l'avons vu lors des deux premiers séminaires, il faut écarter les deux présupposés principaux de Finley de même que sa quatrième conclusion. Le troisième séminaire a porté sur les principales conclusions de Finley à propos des sûretés réelles et démontre que 1) les Athéniens et les autres Grecs n'avaient qu'une seule forme de sûreté de base qui était une revendication sur la propriété comparable à l'*hypotheca* romaine ; 2) qu'il y avait à Athènes plusieurs lois régissant la pratique de la sûreté réelle, et 3) que la sûreté réelle était bien à Athènes et dans d'autres cités grecques collatérale. Parce que les Athéniens ainsi que d'autres cités grecques maintenaient des registres de propriété, ils furent capables d'envisager leurs propriétés comme des commodités susceptibles d'être négociées via le marché. Cette analyse apporte une confirmation supplémentaire aux vues de de Soto au sujet de l'importance des registres de propriété pour la promotion de la croissance des marchés.

IV. *Les finances de l'oikos et le rôle des femmes dans l'économie*

Dans le monde contemporain, on observe une différence bien nette entre la consommation, qui se place à l'intérieur de chaque ménage, et la production qui est associée au marché. On gagne de l'argent par son travail et on le dépense pour acheter des biens de consommation. Dans le monde grec, une bonne partie de la production et de la consommation avait lieu à l'intérieur de l'*oikos*. Dès lors et bien que les femmes restent à la maison, leur rôle dans l'économie était loin d'être négligeable parce que la production de bon nombre de biens avait lieu au sein même de l'*oikos*.

D'un point de vue juridique, les biens de la famille appartenaient au mari, et les femmes n'avaient pas le droit d'aliéner plus qu'un médimne d'orge, une somme très restreinte. Mais cette loi n'empêchait pas les femmes d'administrer les finances de la

famille et de faire des prêts à leurs parents. Selon l'*Économique* de Xénophon, bien que la femme d'Ischomaque ne travaillât pas hors de la maison familiale et ne vendît pas de marchandises au marché, elle aidait son mari à créer un surplus qu'il pouvait vendre sur le marché. Les femmes venant de familles moins aisées participaient au marché de façon plus directe. Il était possible de vendre à l'agora bon nombre des articles que les femmes fabriquaient à la maison pour gagner de l'argent pour leurs familles. Comme Pénélope dans l'*Odyssée*, les Athéniennes fabriquaient des vêtements pour leurs familles, mais on pouvait vendre ces vêtements au marché. Dans les registres des *phialai* dédiés par les métèques, on trouve souvent le mot *talasiourgos*, c'est-à-dire le métier de tisserand. Dans les *Mémorables* de Xénophon, Socrate raconte comment Aristarque a perdu sa fortune lors de la guerre du Péloponnèse. Pour gagner de l'argent, les femmes de sa famille fabriquaient des tissus. Dans les comptes du sanctuaire d'Éleusis, on trouve un paiement pour une femme qui vendait des bonnets de feutre pour les esclaves. On trouve aussi le métier de couturière. En dépit de leur exclusion du monde politique, les femmes étaient très actives dans l'agora. Ceci ne doit pas surprendre. Bien que l'accès aux tribunaux fût limité aux hommes libres, et que seuls les citoyens mâles jouissaient du droit d'être soit magistrat, soit membre du Conseil des Cinq Cents et de participer à l'Assemblée, l'agora était un espace ouvert à tous, quel que soit son statut. Les Égyptiens, les Corinthiens, les gens de Syrie, les métèques et les esclaves y circulaient et faisaient des affaires avec des citoyens athéniens. La poursuite du profit créait un champ d'activité où les barrières entre différents statuts étaient effacées et où les différences de classe, de genre et de race ne jouaient pas de rôle. De façon paradoxale, à Athènes, le marché était plus démocratique que l'Assemblée. Les femmes ont profité de cet espace plus libre, plus ouvert, pour vendre ce qu'elles produisaient et gagner de l'argent pour leurs familles.